



HAL
open science

Sciences sociales et action culturelle

Vincent Dubois, Didier Georgakakis

► **To cite this version:**

Vincent Dubois, Didier Georgakakis. Sciences sociales et action culturelle. Politix, De Boeck Supérieur, 1993, 24, p. 57-77. halshs-00497689

HAL Id: halshs-00497689

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00497689>

Submitted on 6 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sciences sociales et politiques culturelles

Entretiens avec Joffre Dumazedier et Augustin Girard*

En 1964, Augustin Girard proclame «la fin de l'ère des goûts et des couleurs». Il affirme ainsi la nécessité d'un recours aux sciences sociales pour fonder une «véritable» politique culturelle. La mobilisation des sciences sociales apparaît de fait comme un élément déterminant du développement de ces politiques. Initiée notamment par les militants culturels à la Libération, comme Joffre Dumazedier, cette mobilisation prend toute son ampleur au début des années soixante. Peu après la création du ministère des Affaires culturelles (1959), la préparation du IVe Plan est l'occasion d'un important programme, visant à dresser un inventaire et à mesurer les «besoins». S'engage ainsi la collaboration de chercheurs, de militants et de technocrates, qui formulent objectifs et référents des politiques culturelles, mais aussi dessinent concepts et contours des recherches sur la culture.

Les lieux de cette collaboration constituent un observatoire privilégié des rapports entre «demande sociale» et recherche. C'est à l'histoire de ces lieux où se côtoient sociologues et représentants de l'Etat, aux procédures d'ajustement réciproque qui s'élaborent entre ces deux mondes, aux effets qu'elles impliquent sur les formes des recherches, sur les politiques mises en œuvre et plus généralement sur la structure des espaces sociaux qui y sont engagés que contribuent ces deux entretiens. Contribution à une histoire sociale de la sociologie, à travers la restitution des rapports entre chercheurs, et entre ceux-ci et les commanditaires de la recherche. Contribution également à la compréhension de l'écheveau complexe des relations entre science et politique, les tentatives de rationalisation empruntant ici des chemins souvent escarpés. Contribution enfin à l'analyse d'une politique publique, de la manière dont elle se forme et se transforme, de l'émergence et du déclin des idéologies qui l'animent et des figures qui la représentent.

Figures emblématiques des recherches sur la culture, mais aussi des politiques culturelles de manière plus générale, Joffre Dumazedier et Augustin Girard le sont chacun à leur manière. Né en 1915, le premier fait converger, depuis ses premiers engagements, militantisme et recherche. Fondateur à la Libération de «Peuple et Culture», grand mouvement d'éducation populaire, chercheur au C.N.R.S. puis professeur d'université, Joffre Dumazedier, sociologue du loisir, a forgé la notion de «développement culturel» utilisée par les planificateurs et les administrateurs de la culture. Augustin Girard, né en 1926, bien que peu «institutionnel» dans sa position comme dans ses propos, est, au sein d'une institution, un militant de la recherche. Engagé comme rapporteur de la commission du patrimoine et de l'équipement culturel du IVe Plan, il a fondé puis dirigé pendant trente ans le Service des études et recherches -devenu Département des études et de la prospective- au ministère de la Culture (il est parti en retraite au mois de mars 1993). Loin de s'opposer, les points

* Merci à Bernard Comte pour ses renseignements sur Uriage et Joffre Dumazedier ainsi qu'à Geneviève Gentil pour sa sollicitude dans l'organisation des rencontres avec Augustin Girard. Les entretiens ont été réalisés avec Joffre Dumazedier les 9 mars et 18 mai 1993, et les 26 mars et 18 mai 1993 avec Augustin Girard.

de vue de ces deux inventeurs se complètent. Contraints tous deux à défendre et à redéfinir sans cesse la position multipolaire qu'ils se sont inventé, ils sont enclins à donner une représentation fine des espaces sociaux dans lesquels ils ont évolué. A cette sociologie mi-scientifique, mi-pratique s'ajoute le regard rétrospectif -et parfois introspectif- auquel prédispose la conjoncture biographique dans laquelle ils se trouvent.

Joffre Dumazedier

ORIGINES ET FORMATION

Vous avez un obtenu un Diplôme supérieur en linguistique en 1938. Pourquoi avez-vous choisi la linguistique ? Que représentait la linguistique à cette époque ? Quel était votre projet professionnel ?

Moi, au départ, je suis fils d'ouvrier, et je suis un miraculé. Je ne suis pas un héritier, je suis un boursier, ceux que Bourdieu a complètement oubliés dans son analyse des rapports entre classes sociales et éducation. J'ai d'abord eu cette chance de faire des études. Et je n'ai jamais oublié que c'était une grande chance. Mes copains d'école primaire étaient tous maçons, pâtisseries, et je ne les ai jamais perdus de vue, puisque je continuais à faire du sport avec eux sur les bords de la Marne. Naturellement, le prestige de ce temps là, c'est-à-dire les années 20, 30, c'étaient les humanités classiques. Alors je suis devenu professeur de français, latin, grec. Déjà à ce moment là, j'ai eu un doute sérieux sur la littérature comme mode de connaissance de la société. Une bonne littérature ne permet pas de distinguer ce qui vient de l'auteur et ce qui vient de l'objet. C'est donc l'équivoque permanente. Et le seul moyen de sortir de la littérature, c'était la linguistique. La linguistique historique, de ce temps là. On n'était pas encore arrivé à ce méli-mélo qu'est la sémiologie. C'était Meillet, c'était Vendriès qui nous apprenaient la linguistique comme fait social, avec les influences de classe, de société. J'ai fait un diplôme avec eux, en partant de l'écart entre la langue ordinaire et les langages spécialisés que je rencontrais dans mes activités éducatives parallèles au lycée dans les Collèges du Travail, dans les années 1934-35. J'y retrouvais mes copains de classe, c'était l'occasion de transmettre ce que j'avais acquis. Mais pour moi, la linguistique, c'était d'abord une connaissance scientifique. Je n'avais pas besoin de la linguistique pour mes activités militantes, mais j'en avais marre de faire des trucs dont les effets étaient problématiques, je voulais connaître les mécanismes de transformation du savoir ordinaire en savoir spécialisé. Je voulais comprendre les phénomènes. Mais la sociologie empirique n'existait pas à la Sorbonne, sinon j'aurais terminé en sociologie. Il a fallu que j'attende l'influence des aviateurs américains qui nous lançaient des containers dans le Vercors, et qui me révélaient un mode de connaissance de la société que j'ignorais, ils étaient de Columbia University. Il a fallu ça, et ensuite ma rencontre avec Georges Friedmann, qui lui était un des premiers sociologues empiriques du travail et du loisir en France et qui m'a tout de suite adopté et fait rentrer au C.N.R.S..

LA GUERRE ET L'ECOLE DES CADRES D'URIAGE

Pour revenir à cette période charnière de la guerre, vous étiez enseignant, puis vous avez rejoint l'école des cadres d'Uriage. Dans quelles circonstances ?

J'étais militaire, en fait. J'appartenais à cette terrible génération des disponibles. On a tous été mobilisés après les accords de Munich, les étudiants en tête. Si je suis devenu prof, c'est volontairement, pendant la guerre, parce qu'il manquait de profs et que je m'emmerdais sur la ligne Maginot pendant la drôle de guerre. J'étais volontaire pour enseigner le français en classe de seconde. J'ai rejoint Uriage après la débâcle. J'étais dans l'aviation, où je devais donner des renseignements sur le temps pour les bombardements, directement à l'état-major de de Lattre. Et puis un jour, les Messerschmidt ont détruit mon camion de goniométrie. Je n'avais plus rien, alors je suis descendu dans le sud de la France et je suis tombé sur Uriage. J'avais tout de suite été volontaire pour encadrer un centre de jeunes chômeurs à Saint-Etienne. C'est là que les gens d'Uriage m'ont repéré, et m'ont demandé de les rejoindre. J'ai hésité, parce que j'étais avant tout un homme de gauche, sans équivoque. J'ai hésité, parce qu'Uriage, c'étaient des officiers de cavalerie, autour de Segonzac, avec beaucoup d'aristocrates généreux et chrétiens. Moi je n'étais pas chrétien, j'ai horreur des religions en général tout en respectant leurs valeurs. Si j'ai accepté, finalement, c'est parce que j'étais certain qu'il fallait s'unir pour faire une résistance sérieuse. Après tout, c'étaient des gens honnêtes, sérieux, intelligents. Et puis il y avait des moyens ; c'était l'école nationale des cadres de la jeunesse, quand même.

A l'époque, il y avait également l'association «Jeune France» dans laquelle se retrouvaient de nombreux membres d'Uriage et qui cherchait à régénérer la vie culturelle en France. Est-ce que vous y participiez aussi ?

Oui, de très près. J'ai longtemps habité chez les Comédiens Routiers. J'y ai gardé des amitiés solides. Il ne faut pas oublier que mon oncle, le seul homme de la famille, dirigeait l'école de théâtre Charles Dullin. Je fréquentais Vilar, Barrault, qui étaient des copains de mon âge. Ça a beaucoup compté dans ma sensibilité culturelle. Jeune France, c'étaient mes copains. Flamand a longtemps été mon éditeur, au Seuil, et c'était d'abord un copain de résistance. Olivier Hussenot, qui était aux Comédiens routiers, habitait Uriage, juste à côté de chez nous. Je n'ai jamais travaillé directement à Jeune France, mais on ne peut pas admettre ce qu'en a dit cet imbécile d'académicien conservateur de Fumaroli. C'est aux trois quarts faux.

Votre passage à Uriage a-t-il été déterminant pour la suite de votre trajectoire ?

Non, je ne peux pas dire. Il y a eu une idéalisation d'Uriage qui s'est faite ensuite et à laquelle j'ai toujours résisté. Pour moi, c'était une union de circonstances. J'étais au bureau d'études, avec Beuve-Méry, moi pour les questions sociales et pédagogiques et lui pour les questions internationales. J'ai toujours été très ami avec lui. Il a eu une certaine influence sur moi, il avait huit ans de plus. J'ai toujours admiré sa rigueur, même si je n'ai jamais complètement partagé ses idées. Donc, Uriage, c'était une union de circonstances, et ça m'a permis de continuer. C'est là que j'ai mis au point

cette méthode dite d'entraînement mental, qui était essentiellement destinée à réduire les écarts entre le mode de travail intellectuel et le mode de travail manuel. C'est à Uriage que j'ai pu préciser ces idées là. Non seulement les idées sociologiques, mais la socio-pédagogie qui en résulte. On était pressés par les circonstances : on accueillait dans des camps les jeunes qui refusaient de partir au Service du Travail Obligatoire, il fallait les occuper, les éduquer. C'est pourquoi j'étais pressé de préciser ce mode de communication éducative.

PEUPLE ET CULTURE

A la Libération, vous créez «Peuple et Culture» qui s'inscrit dans un vaste mouvement en faveur de l'éducation populaire, avec d'autres associations comme Travail et Culture ou Tourisme et Travail. Qu'est-ce qui différencie Peuple et Culture de ces autres mouvements, et quel type de collaboration y avait-il entre eux ?

Il y a d'abord eu à cette période là, sous l'influence des relations que nous avons eues dans l'action résistante, une nouvelle actualité de la formation à tous les âges de la vie. C'était la grande idée de Condorcet. Plus qu'Uriage, pour moi, c'est tout l'héritage de la Révolution française qui comptait, toute cette pensée de gauche pour faire avancer la justice et la liberté sous toutes ses formes. C'est un point très important. La période de la Libération a été favorable à la renaissance de ces idées. On n'inventait rien, on était des héritiers, mais on avait oublié l'héritage. Condorcet en est un symbole. Il y a eu ce qu'on a appelé le mouvement d'éducation populaire, qui militait pour le droit à l'éducation pour tous, à tous les âges et sans exclure les gens. Ensuite, le mot a été démodé. Mais passons là-dessus, c'est des mots ! Mais la chose, c'était ça, et ça continue, ça n'a pas changé ! Il y avait donc un courant d'époque très fort qui s'exprimait sous des formes variées. Il y a eu toutes sortes d'associations, selon les traditions et les types d'activités. Tourisme et Travail, par exemple, a tout de suite perçu l'importance du voyage de plaisance dans la vie quotidienne d'aujourd'hui, avec la conquête des vacances. Travail et Culture était plus lié au théâtre et à la tradition du théâtre populaire, avec Copeau, et aussi Charles Dullin, mais surtout Copeau et Vilar. Il y en a eu d'autres encore, qui sont nées en fonction d'idéologies différentes, plus ou moins communistes, plus ou moins socialistes ou plus ou moins radicales, et en fonction des types d'activité. Peuple et Culture là dedans, je... -permettez-moi de dire «je» parce que j'ai porté ce projet pendant une année dans la clandestinité- je ne pensais pas faire un mouvement de masse. Je pensais faire un groupement de militants culturels, comme on disait à ce moment là, qui tout en voulant changer la société et en voulant l'améliorer ne faisait pas une confiance totale au système politique pour réformer cette société. Parce qu'au delà des structures, qu'est-ce qu'on peut vraiment changer ? On comprend Peuple et Culture quand on a compris cette question là. Les hommes ne suivent pas les structures. Les partis sont naïfs en pensant qu'en changeant les structures les hommes vont devenir des saints. Moi je n'ai jamais pensé ça, et j'ai fondé Peuple et Culture pour corriger l'action des partis et des syndicats. En toute indépendance. Je continue à penser que c'est fondamental si on veut changer notre société et notre culture. Une des manifestations de Peuple et Culture, c'étaient les bouquins, bien sûr, mais aussi des rencontres et des formations pour faire passer l'idée du loisir, des

ateliers pour communiquer ces idées à des publics différents. C'était ça, l'éducation permanente : un tronc commun, avec des conférences prestigieuses, et puis des ateliers sur les méthodes éducatives, comme l'entraînement mental, pour former des militants culturels capables de se libérer des préférences à court terme de la vie politique et d'instituer une action à long terme visant à la modification des mentalités.

La dimension «études et recherches» était également très importante à Peuple et Culture. Dès le premier Bulletin de Liaison du mouvement en 1946, vous affirmez la nécessité de développer des enquêtes sociologiques, pour connaître les besoins et établir une base solide pour l'action culturelle...

Oui, j'ai toujours eu cette idée, depuis ma vie étudiante. Avant même la Libération, à Uriage, j'étais au bureau d'études. Je n'ai pas voulu être un chef d'équipe, ni assumer une autre fonction que celle d'études, dans un bureau où on me fout la paix, en rapport avec les hommes d'action. Ce goût de l'action fondée sur des études scientifiques, je l'ai eu très très tôt. Un de mes regrets, c'est de voir aujourd'hui que les évaluations des interventions publiques sont si débiles. On ne veut pas payer pour faire ce qu'on a fait, on ne s'en remet qu'à des instituts de sondage qui ne montrent rien. La sociologie, maintenant, est remplacée par des instituts de sondage commerciaux. C'est utile, peut-être pour les élections ou pour le commerce, mais par rapport au projet d'une véritable alliance entre les sciences sociales et l'action sociale, c'est pas grand chose. Peuple et Culture était très original de ce point de vue là. Les autres mouvements d'éducation populaire étaient encore dans le moule d'une action politique ou artistique sans affiner la connaissance de la dynamique ni la connaissance des résultats.

Est-ce qu'on ne vous a pas reproché à Peuple et Culture de trop mettre à l'accent sur la recherche en sciences sociales, éventuellement au détriment d'une action de terrain plus directe ?

C'est comme si on reprochait au C.N.R.S. de ne pas faire d'action directe ! Je n'ai jamais conçu Peuple et Culture comme un mouvement de masse ! Pour ça, il fallait aller à Travail et Culture, au Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active, aux Maisons des Jeunes, à la Fédération des Centres Sociaux ou à la Fédération des Centres Culturels. Peuple et Culture ne s'est jamais placé sur ce plan là. C'était une sorte de bureau d'études sociales liées à l'action. Il y a eu des grandes controverses sur les liens qui doivent intervenir entre connaissance et action. Ce sont des questions qui ne sont jamais résolues. C'est sans fin. A Peuple et Culture, on a vécu ça, comme partout. D'ailleurs, ce souci de mêler constamment les sciences sociales à la conception et aux résultats de l'action s'est beaucoup affaibli depuis ce temps-là. C'est général, d'ailleurs. Le C.N.R.S. aussi s'est beaucoup affaibli. Aujourd'hui, c'est bien différent de ce qui se passait dans les années 60. Les chercheurs sont devenus indépendants de la décision. Un groupe de chercheurs va naturellement poser les questions qui intéressent les chercheurs, pas celles qui intéressent les hommes d'action. Moi, je suis partisan d'instances qui, à côté du C.N.R.S. soient beaucoup plus liées à la décision et aux décideurs, au niveau de la

problématique qu'on pose, qui précisent quels problèmes on pose. Après, on peut développer des recherches autonomes, mais il faut ce genre d'instances à côté des ministères. Un mouvement comme Peuple et Culture aurait pu jouer ce rôle, s'il avait été suffisamment reconnu. Quelqu'un comme Girard a pu le faire au ministère des affaires culturelles, et conserver une totale indépendance, tout en partant des décisions du ministère. C'est un bon exemple d'une structure qui ne soit pas le C.N.R.S. ni la cellule de brain trust du décideur.

Peuple et Culture vous permettait précisément de concilier recherche et action. Pourquoi avoir quitté en 1967 ce mouvement que vous aviez créé ?

C'est autre chose. J'ai effectivement quitté Peuple et Culture en 67, après l'avoir créé en 1945 et l'avoir animé pendant vingt-deux ans. Ce n'était pas un mouvement d'humeur, ça a surpris tout le monde. J'avais fondé ce mouvement, avec quelques autres, pour qu'il y ait une instance collective dans cette société qui ne soit pas les partis politiques, ni les syndicats, et qui soit totalement indépendante. En 1967, au congrès de Saint-Etienne, il y a eu sept motions sur l'avenir de Peuple et Culture qui toutes variaient selon les stratégies politiques du P.S.U., du P.S., du P.C.... C'était le monde renversé ! Je l'ai dit, et je suis parti.

LA SOCIOLOGIE DU LOISIR

Venons-en maintenant à vos travaux de sociologie du loisir et de la culture en dehors de Peuple et Culture. Vous avez créé sous l'impulsion de Friedman le premier groupe français de sociologie du loisir au C.N.R.S. en 1953. Pourquoi avez-vous éprouvé le besoin de créer cette équipe, alors qu'avec Peuple et Culture vous disposiez d'une structure qui permettait de mener des études sur ces thèmes ?

C'était une structure qui n'était pas assez protégée. Dans ces mouvements, ça va à hue et à dia. J'ai créé cette équipe au C.N.R.S. parce qu'il faut des structures réellement indépendantes pour faire de la recherche. Je l'avais au C.N.R.S. Je n'avais pas l'inspection générale sur le dos, et je n'étais pas à la merci du moindre militant culturel disant «moi, je fais ça, alors c'est bien... » On avait la paix avec des gens qui travaillaient facilement sur plusieurs années. J'ai des livres qui ont mis dix ans à être écrits. J'ai toujours apprécié la structure du C.N.R.S. comme mode de travail.

Dans un numéro récent de la revue Sociétés, vous écrivez que «la sociologie du loisir s'est révélée un champ de conflits scientifiques ou idéologiques ; certains ont mis en cause la légitimité interne de cette discipline à côté des sociologies dites sérieuses». Pouvez-vous préciser la teneur de ces controverses ?

En France, le mot «loisir» est un épouvantail pour les esprits sérieux. C'est différent dans le contexte anglo-saxon ou au Québec. En France, personne n'utilise le mot «loisir». Pourtant, c'est fondamental. Le travail moderne, avec l'aide de la science et une amélioration de la productivité est capable de produire plus en moins d'heures. Il y a donc une production de temps libéré, croissante depuis un siècle et demi. J'ai attiré l'attention de la sociologie là dessus, à partir du début des années 50. Mais c'est

l'ignorance complète ! Dans les livres de Touraine ou de Bourdieu, il n'y a jamais un mot là-dessus. C'est incroyable : c'est le temps le plus long ! Dans *Révolution culturelle du temps libre* [cf. bibliographie ci-après], je l'ai montré : il y a une inversion entre 1975 et 1985 qui fait que le temps de loisir est devenu le plus important. Personne n'en parle. C'est pourtant important : cette inversion des temps sociaux modifie les valeurs dominantes. Alors, il n'y a pas eu vraiment de controverses, c'était plutôt le silence. C'est passé inaperçu.

Si le mot de «loisir» a recueilli peu de succès dans le vocabulaire sociologique, à votre avis, qui sont vos principaux lecteurs ? Dans quels lieux et dans quels milieux pensez vous avoir eu le plus d'influence ?

Je ne suis pas capable de répondre à ça. Simplement, je peux vous dire que ceux qui m'écrivent le plus sont soit des jeunes sociologues, soit des militants culturels déçus de ce qui arrive maintenant. En tout cas, au niveau des grosses têtes de la sociologie, ceux qui ont un statut dominant comme Bourdieu, Touraine, Raymonde Moulin, c'est le silence complet. On ne me cite jamais, et on ne cite jamais la question du loisir. J'ai par contre beaucoup de lecteurs dans les milieux éducatifs, des éducateurs, des rééducateurs, des gens qui s'occupent de délinquants... Ils sont intéressés parce qu'ils se reconnaissent un peu dans tout ça. Mais dans la sociologie professionnelle, je suis ignoré. On a une bonne estime de moi en tant que personne. Mais mes collègues ne considèrent pas que c'est un secteur sérieux de la sociologie. On parle de pratiques culturelles, mais des pratiques culturelles il y en a à l'école, à l'entreprise. On ne traite en fait que les pratiques culturelles du temps de loisirs, mais les sociologues ne le disent pas.

Vous avez été très actif sur le plan international ; vous avez rencontré beaucoup de sociologues américains, comme Lazarsfeld ou Riesman, vous avez monté un groupe de sociologie du loisir à l'Association Internationale de Sociologie, vous avez travaillé avec l'U.N.E.S.C.O.... Dans quelles circonstances avez-vous été amené à intervenir sur ce plan ?

Oui, j'ai eu beaucoup plus d'échos sur le plan international. C'est parti du groupe de sociologie du loisir à l'Association Internationale de Sociologie en 1956. Après, on est venu me chercher pour aller à l'U.N.E.S.C.O. et ailleurs, au Brésil, au Canada, dans les pays de l'Est. J'ai pensé dès le début qu'il fallait un groupe de réflexion sur ces questions là. C'était sous l'influence de Friedman. J'ai présidé ce comité à l'A.I.S. pendant dix-huit ans. Maintenant, c'est un grand truc. En 1956, il y avait deux communications, et, au dernier congrès à Madrid, il y en avait cinq cents ! Ça vit beaucoup, contrairement à ce qui se passe en France. Le C.N.R.S. a profité de mon départ à la retraite pour supprimer mon équipe et ne plus donner de crédits. J'ai du mal à expliquer ça quand je suis à Rio ou à New York. *Vers une civilisation du loisir ?* [cf. bibliographie] qui est devenu un classique, a été traduit en cinq ou six langues, mes bouquins sont traduits en anglais, mais sur le plan national, il n'y a pas de retour. Vous savez, on est une drôle de tribu !

LA PLANIFICATION CULTURELLE

Revenons en France, et à la période de la planification culturelle. Comment avez-vous été sollicité pour participer à la commission culturelle du IVe Plan ?

J'étais connu, j'étais connu à double titre. J'étais le président fondateur d'un mouvement qui avait un grand prestige à ce moment-là. Le manifeste *Peuple et Culture*, on le trouvait souvent sur les bureaux du ministère de la Culture ou dans différentes associations. Et *Peuple et Culture* avait organisé un colloque sur la planification. Et puis en même temps, j'étais chercheur au C.N.R.S. J'avais eu le temps de réfléchir à ces questions. J'avais fait ce grand chantier dans ma ville-lumière qui était Annecy. J'y étais donc en tant que chercheur autant que comme représentant de *Peuple et Culture*. Et puis j'avais été inspecteur principal au ministère de l'Education du temps de Jean Guéhenno. Tout ça se cumulait. J'ai donc été sollicité tout de suite et j'ai accepté, parce que j'avais déjà écrit sur la nécessité d'une planification complète et plus seulement économique. C'était l'idée d'une planification dans la liberté, dans la perspective de Karl Mannheim. C'est à dire une planification indicative qui réunisse toutes les diverses composantes de la société. Je pensais donc que la planification devait aussi s'appliquer au développement culturel. J'avais beaucoup été influencé par le livre de Mannheim, *Freedom, Power and Democratic Planning*, qui malheureusement n'est pas traduit. J'avais beaucoup réfléchi sur la manière d'articuler la culture, la recherche et la décision politique. La planification apparaissait comme un bon moyen de le faire.

A l'époque, comment l'idée de la planification culturelle a-t-elle été reçue ?

Mieux qu'aujourd'hui, même s'il y a toujours eu la réticence de deux grands monstres qui sont la télévision et l'école. Il y avait aussi certaines réticences du côté de certains hommes de culture, qui restaient attachés à une conception humaniste un peu floue. On était un petit noyau, une minorité. Il y a toujours eu des résistances. Des types comme Godard étaient intraitables. Dès qu'on parlait de planifier, il croyait tout de suite qu'on allait le mettre en prison. C'était un état d'esprit assez répandu chez les créateurs. C'était une idée qui avait ses combattants, pour et contre.

Avec qui avez-vous principalement travaillé au sein des commissions et groupes de travail du Plan ? Y avait-il des gens desquels vous étiez plus particulièrement proche ?

J'étais proche de Schæffer, parce qu'on avait tous les deux une grande gueule, qu'on orientait le travail de la commission, contre les gens qui avaient une vue un peu courte. Mais rien ne nous prédisposait à travailler ensemble. On a cru à un moment qu'il y avait un lobby d'Uriage. Ça me faisait rigoler, parce qu'on ne s'est jamais revus après Uriage. On était ambitieux, on était démocrates, on était compétents dans notre matière, et on avait l'auréole de résistant, mais c'est tout.

Venons-en maintenant à votre travail au sein des commissions culturelles. Vous disiez que vous aviez été sollicité «à double titre» ; comment est-ce que vous portiez ces deux casquettes de militant et de chercheur ?

Oh, ce n'est pas difficile. De toute façon, tout sociologue a toujours deux casquettes. Le militant, pour moi, était inclus dans la problématique. Souvent, des chercheurs, qui ont pourtant une âme militante, la mettent dans leur poche quand ils conçoivent la problématique de leur recherche. Je ne comprends pas pourquoi ! Parce que toute problématique est artificielle, arbitraire. Pour moi, c'était le militant qui formulait les problèmes, ce qui n'est pas plus arbitraire. Donc je n'avais pas de mal à être militant et chercheur. Simplement, la différence avec un militant ordinaire, c'est qu'après, je formulais des hypothèses, que je faisais des constats. C'est là où je me distinguais totalement d'eux. Eux n'allaient pas voir si leurs hypothèses étaient vérifiées ou pas ! J'étais donc un sociologue à part entière. Mais j'ai toujours défendu l'introduction d'une pensée militante dans la politique de recherche.

SOCIOLOGIE ET ENGAGEMENT

Comment est-ce que cette conception de la sociologie vous situe par rapport aux autres sociologues, et notamment par rapport à ceux qui participaient aux commissions du Plan ?

Il faut savoir qu'en sociologie, il n'y a pas beaucoup de chercheurs qui s'intéressent à cette problématique du développement culturel. Aron s'y est intéressé un peu, sous l'angle du développement social. Il a fait une très bonne préface du livre de Veblen *La classe de loisir*. Chombart de Lauwe, lui était surtout intéressé par la classe ouvrière et la culture, mais il ne s'est pas intéressé au développement culturel proprement dit. Ce n'était pas son axe ; son axe, c'était plutôt la domination de classe sur la culture, un peu comme Bourdieu. C'est utile, mais c'est ce que j'appelle la sociologie borgne : il faut commencer par là mais ne pas y rester. Ce que j'aime chez les économistes, c'est que dans le champ qu'ils construisent, il y a constamment en fonction d'un objectif de production, de diffusion et de consommation, un inventaire et une classification des ressources et contraintes. J'ai toujours envié ce double concept des économistes que les sociologues ne savent pas employer. Pour les sociologues, c'est l'habitus, c'est la domination, c'est toujours négatif. Je ne sais pas pourquoi, les sociologues sont des humoristes tristes. Ils ne voient que le côté noir des choses, qui existe bien sûr, mais ils ne sont pas tellement intéressés par la relation dialectique vivante qui est constante entre les éléments qui freinent le développement et les forces qui le poussent. Ce n'est pas dans notre méta-sociologie, ni chez Durkheim, ni chez Marx, ni même chez Weber. Un peu chez Simmel, et encore. C'est toujours nouveau. Mannheim était très isolé, bien avant moi. J'ai beaucoup d'admiration pour Mannheim, qui a toujours été chassé. Il était hongrois, chassé par les soviets, il se réfugie en Allemagne et est chassé par les nazis. Il va ensuite faire ses cours à Londres où il meurt assez jeune en 1937. Il avait une expérience sociale considérable qui fait qu'il s'est porté vers une sociologie du développement planifié, démocratiquement planifié, avec un pouvoir autonome. Mais il n'y a pas eu de suite.

Vous défendez une conception «optimiste» de la sociologie qui intègre les dimensions positives, ce qui se voit bien avec votre idée de développement culturel qui est autant un projet politique qu'un concept sociologique...

Oui, mais on ne dirait pas ça en économie. Le développement économique, c'est d'abord un problème d'observation économique, un concept scientifique. Il n'empêche qu'on en tire ensuite une action politique. En sociologie, on parle comme vous, on dit que c'est à la fois l'un et l'autre. Non ! C'est d'abord un concept sociologique qui devrait avoir une place à part entière dans notre champ mais qui en réalité en est exclu. Quand on veut réfléchir au développement, on ne trouve pas l'équivalent en sociologie de ce qui existe en économie. Aron l'a un peu fait. Pour les sociologues, je suis un optimiste. Mais pourtant, c'est la réalité. Cette contradiction entre des ressources et des contraintes, en quoi est-ce optimiste ? Les optimistes, ce sont les hommes d'action qui se passent de nous. Mais ce n'est pas mon cas. Ceux-là ne voient que les ressources, sans les contraintes, et ils se moquent des résultats. Ceux-là sont des optimistes. Je me souviens qu'à ma soutenance de thèse, Aron qui était le président m'avait dit aussi que j'étais optimiste. J'avais sorti un grand sondage sur la confiance dans l'avenir qui avait été réalisé sur de nombreux pays. La France était derrière la Turquie, en pleine dictature, et à égalité avec les noirs d'Afrique du sud ! On ne se rend pas compte de cette dérive noire qu'il y a en France.

Cette conception de la sociologie vous a amené à vous intéresser dans vos travaux à la dimension prospective de la recherche...

Je ne dis pas prospective, je dis plutôt analyse prévisionnelle. C'est la notion de réduction de l'incertitude du futur qui m'a toujours intéressé. Ce n'est pas la prévision ou la prospective. J'ai été formé en partie à ça par Massé, avec les modèles d'analyse des décisions. Ce n'est pas du prophétisme ou de la prospective, qui est toujours un peu équivoque car le souhaitable et le probable sont un peu trop mêlés. Aujourd'hui, tout ça est un peu abandonné.

Pour continuer sur la question des sciences sociales et de leur rapport à l'action, quels ont été selon vous les effets de l'importation des techniques de sciences sociales dans l'action culturelle ?

Je suis embêté pour vous répondre. C'est une question énorme. J'ai pu observer qu'un certain nombre de militants étaient heureux d'être éclairés. Mais beaucoup étaient malheureux. Parce qu'ils avaient l'impression que leur liberté était brimée. C'est ce qui fait que ces méthodes de sciences sociales orientées vers l'évaluation sont souvent très mal accueillies par les militants. Au niveau supérieur, c'est Lang, qui a des bureaux d'études mais qu'il ne consulte jamais. Il fait ce qui lui chante, sous l'influence des données politiques, ou du charme de tel ou tel. Il décide en fonction d'impondérables, et pas du tout en fonction d'une hypothèse de résultats concernant le public. Je ne dis pas qu'il n'utilise pas de temps en temps le chiffre, mais uniquement comme une décoration pour ce qu'il fait. Lang, c'est le type même du militant qui n'aime pas cette forme de contrôle.

Engels dit que la liberté, c'est la connaissance de ses déterminismes. Est-ce que finalement l'observation du développement culturel ça n'est pas une façon de les connaître ?

On peut dire ça. Mais c'est non seulement l'observation du déterminisme, c'est une action contre ce déterminisme. Sachant que ça ne le supprime pas. Si les hommes d'action ne peuvent pas supporter ça, il vaut mieux qu'ils aillent se rhabiller et qu'ils vivent en pères de famille. Mais les militants conscients peuvent continuer. Un homme d'action sociale ou culturelle n'est efficace que s'il est informé de la relativité de son intervention.

Cela n'a-t-il pas contribué à une certaine forme de désenchantement ?

C'est possible. Concluons sur le désenchantement, si vous voulez... [rires]. Mais si l'enchantement c'est un aveuglement, et si les militants de bonne volonté se lancent dans des activités vouées à des résultats nuls, il vaut mieux qu'ils le sachent, et qu'ils finissent leur somnambulisme. Mais il y a beaucoup d'hommes d'action culturelle qui aiment bien être des somnambules. Le désenchantement, si c'est enlever le désir d'agir, c'est bien triste. Mais si c'est limiter l'aveuglement, c'est plutôt bien. Souvent, on préfère se contenter de beaux discours, même s'ils sont inefficaces. Ils ont le droit de cité, mais si tout le monde est comme ça, on ne va pas beaucoup changer le monde.

Augustin Girard

ORIGINES ET PARCOURS INITIAL

Quel a été votre parcours avant de participer au Plan et de fonder le Service des Etudes et de la Recherche ?

L'origine idéologique de ma famille, c'est le sillon de Sangnier, c'est vieux. Je situe ça parce que c'est important. Ce n'est pas n'importe quel n'importe quel étudiant d'anglais qui se lance dans l'aventure du Plan. C'est à cause du Sillon que mon père et ma mère se sont rencontrés. Ils étaient déjà dans une logique d'éducation populaire, avec les auberges de jeunesse. Mon père était issu d'une famille de paysans pauvres du Haut Doubs. Il était le troisième de la famille, il a connu le petit séminaire et puis, en étant répétiteur dans une famille, il a fait ses études de médecine et est devenu médecin. Ma mère, elle, était issue d'une famille alsacienne très aisée de marchands de coton. Elle avait eu à la fois un trajet de militante sociale et une formation théologique. Elle s'intéressait notamment à l'augustinisme, d'où mon prénom. Elle nous a élevés -on était cinq enfants- selon la méthode Montessori, essentiellement fondée sur l'éducation active, sur l'appréhension directe du monde, avec aussi une forte éducation esthétique. J'ai été élevé comme ça jusqu'à onze ans.

Après je suis allé au lycée puis j'ai fait une hypokhâgne, une khâgne, puis j'ai été recalé à l'oral. Ça m'avait dégoûté, je suis parti aux Etats-Unis, j'avais eu une bourse... mais j'ai oublié l'épisode de la Résistance qui a été particulièrement important dans ma famille. Ça a énormément compté. Mon père s'est retrouvé

immédiatement anti vichyste, il éditait des tracts. Ma soeur était entrée dans l'Intelligence Service. Mon frère, lui, a quitté ses études de médecine pour rentrer à temps plein dans le journal *Défense de la France*. Il a aidé à la formation du maquis. Ils ont tous été arrêtés puis déportés. Ça n'a pas empêché ma mère de continuer. Mon autre soeur appartenait à un corps franc du gouvernement provisoire et elle a été prise, elle aussi, dans une voiture avec des armes. Elle a été fusillée très peu de temps avant la Libération.

On avait été très sensibles dans la famille à l'échec des élites. On habitait un quartier privilégié, dans le seizième, mais c'est en prison que mon père, ma mère, ma soeur ont rencontré les vraies solidarités. Dans les prisons il n'y avait aucune stratification sociale. Les gens qui étaient courageux se recrutaient aussi bien chez les infirmières que chez des ouvriers fraiseurs, que chez des aristocrates chauvinistes et de droite, que chez des militaires farfelus. Les soi-disant élites, elles, avaient été singulièrement absentes au moment du courage. J'avais un peu le sentiment qu'on ne pouvait pas se tromper plus que si l'on était parisien, dans les milieux intellectuels et d'origine bourgeoise. Le fait d'avoir vécu aux Etats-Unis pendant trois ans, puisque j'y avais été après la guerre, avait créé un décalage par rapport à la société française et je dois dire que j'avais le sentiment d'un milieu intellectuel qui tournait beaucoup sur lui même quand je suis revenu. Il n'était pas en prise avec la réalité du peuple français que nous avons connu à travers la Résistance.

Aux Etats-unis, pour gagner de l'argent, j'ai travaillé comme procès-verbaliste des conférences à l'O.N.U. Quand je suis revenu des Etats-Unis, je me suis aperçu que l'anglais était plus facile que le grec, le latin ou la philo pour l'agrégation [rire], donc j'ai fait une agrégation d'anglais. Après l'agrégation, j'ai voulu enseigner dans une école qui se rapproche des écoles nouvelles et de l'éducation active. J'ai été à l'école alsacienne comme prof d'anglais. Au bout de cinq ans, je ne voulais plus enseigner dans le secondaire, mais pas non plus dans l'enseignement supérieur. C'est au cours de cette cinquième année que m'est venue la proposition de participer à la commission du Plan. Le cabinet de Malraux trouvait, après l'avoir montée, qu'il fallait des gens un peu plus jeunes. Je savais rédiger des compte-rendu, j'avais ce patrimoine de l'idéologie du Conseil de la Résistance qui était venu à la maison deux ou trois fois. Donc, on pensait que je ne serais pas allergique au ministre.

Cette proposition au Plan m'a beaucoup intéressé. Pas tellement à cause de l'angle institutionnel, qu'à cette époque là je ne voyais pas. Je trouvais que les institutions étaient un peu une espèce de truc subalterne. Je ne savais pas que l'E.N.A. permettait de dominer, je croyais que c'était une école de formation au système de l'administration et ça ne m'intéressait absolument pas. La haute fonction publique, c'était pas du tout mon trip. Par contre, les enjeux de société m'intéressaient beaucoup, j'avais été baigné dedans par l'histoire de ma famille. La recherche m'intéressait, encore que je n'aimais déjà pas beaucoup son aspect trop normalien, trop théorique, j'aimais mieux la recherche de style américain.

GENESE DES STATISTIQUES CULTURELLES

Comment le recours aux sciences sociales et aux statistiques a-t-il été initié dans le domaine culturel ?

On en était au IV^e Plan. Jean Monnet avait fait marcher les trois premiers pour relancer l'économie. Et puis, à partir de la fin des années cinquante, sont entrés dans la mouvance du Plan, le social, la santé, la culture. Dans le même mouvement, ils sont allés trouver Malraux, et lui ont demandé si ça l'intéressait de jouer le jeu avec une commission qui s'appelait à ce moment là du patrimoine et de l'équipement culturel, pas du développement culturel, pas de politique culturelle. C'étaient vraiment des concepts proches de l'économie ou de la finance, c'est-à-dire le patrimoine bien sûr (c'étaient des pierres à remettre les unes sur les autres avec de l'argent) et les équipements culturels (c'est-à-dire construire des théâtres ou des salles de concerts pour faire suite aux dommages de guerre), ce qui n'était pas de la politique culturelle. Je ne me souviens pas qu'il y ait eu chez Malraux plus que l'idée simple d'utiliser le Plan comme intermédiaire vis-à-vis du ministère des Finances pour augmenter le budget. Il a dû voir cela comme une aide à forcer un verrou budgétaire qu'il a senti très tôt. Il a donc saisi ça, mais sans l'idéologie technocratique ou planificatrice présente chez Massé ou le jeune Delors. C'était une époque où les recherches sociales étaient extrêmement courtisées. Le maître d'œuvre général était le commissariat au Plan, mais tous les ministères se sont adressés aux chercheurs. C'était la grande période de l'élaboration des comptes de la Nation. Les grosses têtes de l'X qui s'intéressaient à l'économie allaient à l'I.N.S.E.E. avec un esprit de service public... Il y avait toute une atmosphère... On avait le sentiment qu'on allait insérer l'humain par le biais des sciences sociales dans la mécanique économique.

C'est de là que venait cette importance accordée à la statistique, à la quantification ?

Oui, il y avait un très grand besoin qui était lié au développement, qui était un besoin d'inventaire. L'atmosphère était totalement à la maîtrise de l'économie, une atmosphère très rationaliste. Pierre Massé disait à cette époque là que le Plan, c'était une étude de marché généralisée. La révolution, c'était de partir d'une économie de la demande, après avoir relancé la production. On parlait beaucoup de besoins à cette époque, et ces besoins, il fallait les mieux connaître, et donc procéder à des dénombrements et des relevés statistiques.

N'y avait-il pas un certain paradoxe, pour vous qui étiez plutôt littéraire, à fonder un service qui produisait du chiffre ?

Non, parce que j'étais déjà très conscient que le développement de la culture ne pouvait pas se faire de façon en quelque sorte déductive, à partir des innombrables définitions humanistes de la culture qui étaient périmées. Elles n'induisaient absolument pas une politique en terme de moyens à gérer, de hiérarchies à créer, etc. On avait beaucoup plus de force dans la discussion avec les financiers, les budgétaires, si on pouvait prouver l'existence de besoins. La statistique permettait de délimiter des manques, des déserts -à l'époque on parlait de désert français-. Lorsque, avec nos premières enquêtes on pouvait montrer que 90 % des français n'avaient jamais mis les pieds de leur vie dans une salle de concert, ou 90 % dans une

salle d'opéra ou 73 % au théâtre, ça montrait l'ampleur du terrain qu'il fallait parcourir pour arriver à l'égalité d'accès dont se targuait la République dans ses principes et la planification dans sa réalité. On supposait grossièrement qu'il valait mieux ne pas être béotien et brute, et puis après ça on montrait, les chiffres montraient, que l'accès aux services et aux biens de la culture était socialement déterminé, et qu'il n'était pas tout à fait acceptable dans une démocratie qu'une partie de la population très largement supérieure à l'autre soit tenue à l'écart des biens et des services culturels, lesquels étaient majoritairement payés par l'Etat. A l'intérieur même de la logique de transfert qui était une logique très importante pour la planification, il y avait quelque chose de bizarre, c'est que contrairement au logement par exemple, le transfert culturel s'opérait mal. C'étaient ces raisonnements logistiques, économique-sociologiques, qui me paraissaient fonder le développement du financement par les pouvoirs publics de la vie culturelle.

En fait les statistiques étaient un moyen de faire se rejoindre les objectifs humanistes et les impératifs de la gestion budgétaire ?

Oui, et un moyen de reléguer dans l'ombre les objectifs esthétiques et humanistes parce qu'on ne sait pas encore à quoi ça sert, la culture. Chez les serbes, ça sert surtout à gonfler des identités belliqueuses comme c'était le cas sous les nazis. Est-ce que la culture rend plus civique, plus social ? Rien n'est moins sûr, ça rend aussi plus snob, plus chic ! Est-ce que le plaisir qu'elle procure est tel qu'il faille que les finances publiques soient ponctionnées pour donner ce plaisir aux individus selon une conception esthétique-hédoniste, ça n'entraîne pas beaucoup l'adhésion des gars qui font le budget rue de Rivoli ! Vous ne pouvez pas partir seulement du discours de Malraux, «la culture c'est la noblesse du monde, ça permet de dépasser la mort, c'est le rapport avec la mort...», [rire], ce n'est pas quand même un motif dans la préparation des budgets, quoi ! C'est pour cela qu'on s'est retourné vers ce fondement, ce truc que je n'ai pas tout à fait inventé mais qui semblait de bon sens, qu'il fallait avoir un état des lieux. Pour faire l'état des lieux, il faut des chiffres, et si on veut ensuite dépenser de l'argent de façon très rationnelle, en tout cas la plus rationnelle possible, il faut aussi utiliser des ratio financiers.

Les idées de quantification et de planification dans le domaine culturel sont notamment diffusées par le colloque de Bourges et deux numéros de l'Expansion de la Recherche Scientifique¹. Comment ces idées ont-elles été reçues ? Qui les défendait ? Qui y était hostile ?

Il n'y avait pas vraiment d'hostilité dans ces cercles assez proches de la technocratie. En fait, l'élite humaniste qui était à cette époque représentée par l'Institut -ce qu'aujourd'hui un type comme Fumaroli représenterait- était un peu coite. La personnalité d'André Malraux la faisait taire. Ce n'était pas n'importe quel secrétaire d'Etat, c'est quelqu'un qui avait une œuvre derrière lui. Il y avait quelques personnages dans les sciences sociales, comme Stœtzl, qui étaient résolument contre. «Franchement, me disait-il la notion de développement culturel paraît un

¹. Cf. références en bibliographie.

non-sens». Le colloque de Bourges n'a pas eu beaucoup d'impact dans la presse, mais il réunissait des gens qui étaient des spécialistes de sciences sociales. C'étaient tous des gens qui ont pris une place reconnue dans la société, comme Crozier. C'était une zone grise qui entourait les décideurs de la technocratie. Il y avait une atmosphère de non politisation à vrai dire, le problème c'était le développement, c'était la modernisation, la productivité, d'ailleurs le commissariat au Plan s'appelait «du Plan et de la productivité».

LE SERVICE ETUDES ET RECHERCHE : CREATION, FONCTIONS, USAGES

Comment précisément le Service des Etudes a-t-il été constitué ? Quelle a été sa place au sein du ministère ?

En fait, le département n'était pas demandé par le ministère, de sorte que toute l'histoire du service, soit de façon anecdotique, soit de façon plus profonde est l'histoire d'un service qui se maintient par une gestion de fait, animé par des militants. Il n'avait pas de mandat écrit du ministère, ni même d'arrêté le créant. Donc le service est resté une émanation du Plan pendant dix ans, mal considéré par les plus puissants des directeurs des administrations centrales, qui pensaient ne pas avoir besoin d'études. Selon eux, le recours à des gens de l'université, à des sociologues, était très certainement ce qui s'imposait le moins. Alors, le manque d'appui et aussi le manque de fonds ont constitué l'ordinaire du service tout au long de sa carrière. Pour une raison de fond qui est que les ministres, quand ils arrivent, cherchent à marquer leur passage. Il ne veulent faire que des choses qui se voient très vite, qui les identifient bien, identifient le gouvernement auquel ils appartiennent. Le long terme est négligé. Un service d'étude est plutôt considéré comme un empêcheur de tourner en rond. On a pour lui des succès d'estime quand il sort des travaux qui sont convenables. Mais l'idée de l'insérer dans la politique ministérielle n'est pas très présente. En fait, c'était beaucoup une question d'hommes. Lorsque des hommes duraient longtemps au ministère, à la fin ils savaient qu'ils pouvaient s'attendre à un certain nombre de services d'études et de recherche faites par les laboratoires comme ceux de la sociologie de l'art de Raymonde Moulin ou de la sociologie des organisations comme Crozier, et qu'une fois transformées comme il convient, ces études pouvaient les aider à développer les conduites à tenir, par exemple sur les professions du spectacle, des musées, du patrimoine, du cinéma, etc. Ils se rendaient compte qu'ils ne pouvaient pas mettre de l'ordre dans la formation artistique sans avoir une idée de la sociologie des professions du cinéma, des conservateurs, etc. Donc, le recours aux sciences sociales a un petit peu progressé depuis les années soixante-dix. Mais, lorsque le mandat a été donné au service de faire de la statistique, c'était en fait pour donner des outils à la commission qui se réunirait pour le Ve Plan. Tout cela était encore une fois hors logique ministérielle. Seul Duhamel, arrivé en 71, à l'intérieur de la nouvelle société de Chaban-Delmas, a estimé que les résultats du Plan seraient sa politique, à la fois par directive de Chaban et parce que, venant d'arriver, il ne se voyait pas inventant une politique en deux mois. Mais ses successeurs avaient tout juste le temps de faire deux trois coups, puis ils disparaissaient. Le plus grave, c'est que c'était pareil avec les directeurs de l'administration centrale. Un directeur d'administration centrale est

obnubilé par les problèmes de gestion qu'il a tous les matins sur son bureau et il est complètement indisponible pour le long terme. Puis après, le phénomène s'est amplifié avec Lang. Il a un souci de visibilité politique et donc de visibilité dans des coups à très court terme, politico-médiatiques et cela l'absorbe complètement. Le rapport aux études renvoie à une temporalité qui n'est pas la sienne. Autrefois les directeurs, à l'époque de la IV^e République, étaient les seuls permanents dans l'administration, puisque le ministère ne pesait pas. Ils étaient obligés de gérer l'Etat à long terme. Du temps de Lang, les directeurs donnaient une sorte de relais à la frénésie des coups politico-médiatiques, ils étaient en quelque sorte les agents, pas rigoureusement de relation publique, mais les agents de fabrication de ces coups. Les directeurs régionaux se plaignent d'être soumis tous les six mois à des changements de priorités qui viennent de la part d'un ministre qui est très ambitieux. Ils ne peuvent donc pas utiliser les études. Le divorce entre la décision et les études est très sensible pour nous, et c'est un phénomène qui est assez général dans l'administration. Prenez, par exemple, l'affaire des intermittents. La situation a été montrée comme explosive dans cet excellent rapport de l'inspection des Affaires sociales, en 1984 puis en 86. On a beaucoup de peine à le trouver. Même physiquement, le rapport disparaît. Au début de son ministère, Lang a fait faire de grands rapports, le rapport Pingaud pour la lecture, le rapport Puaux pour les maisons de la culture, et bien on a beau en faire dire au ministre que ce serait bon de réévaluer les suites qui leur ont été données, ça ne l'intéresse pas. Il préfère faire faire un nouveau rapport à une commission, nouveau rapport qui ne va pas être suivi d'effets... Dans les pays anglo-saxons, il y a des livres blancs qui comportent cent mesures qui servent de référence. En France, on est content de débrouiller admirablement le problème, puis, bien voilà, on a assez fait. On a fait une superbe dissert' en trois fois trois parties et puis on s'arrête là. Alors les rapports que nous faisons et que nous payons très cher, quelquefois cela coûte des millions, ne passent pas directement. Ils sont édités, à la Documentation Française notamment, et puis les profs y puisent pour faire leur cours, les étudiants y puisent pour faire leur maîtrise ou leur doctorat, et puis un jour un journaliste y puise. Il en parle, et c'est seulement parce que le journaliste en parle que le ministre, trouvant ça dans sa revue de presse du matin, dit : «Dites donc, mais ce truc là...et ça a été fait ici en plus ! Mais c'est inadmissible, comment cela se fait qu'on n'ait pas attiré mon attention sur ce rapport ?» En fait, on a attiré son attention quatre, cinq fois au moment des résultats préliminaires, on lui a présenté une synthèse par l'intermédiaire de son cabinet, mais comme ce n'était pas dans l'actualité, il ne le lisait pas. C'est pour vous dire que l'entrée des sciences sociales dans un ministère, même quand il y a un service intermédiaire comme le nôtre, n'est pas une chose aisée, à cause d'une chose fondamentale qui est la temporalité différente des chercheurs et des décideurs. Plus on monte dans une hiérarchie -ça c'est Crozier qui l'a montré- moins on a d'informations, plus on travaille mal, et plus l'urgence prime sur l'importance.

Le Service sert à la fois de «poil à gratter» et de moyen de légitimation de l'action culturelle. Jusqu'où pouviez-vous aller ? Pouviez-vous tout dire même ce qui était susceptible de déranger ?

Cette question est très importante. Nous étions conscients d'avoir une fonction de provocation calme. La provocation, on la faisait en présentant des données à plat, par exemple les pratiques culturelles² et juste une phrase : «On peut se demander si la démocratisation a été une réussite». On met deux cent pages pour mettre cette phrase là à plat. Toute notre série d'enquêtes, notre bulletin *Développement culturel*, c'est chaque fois un «à plat» de chiffres sur les dépenses, sur telle ou telle catégorie de pouvoir public, sur telle ou telle filière de formation, manière de communiquer, tel ou tel type de commission culturelle etc. A chaque fois, on sait qu'il va y avoir une sorte de scandale et on le met à plat. Les chiffres de l'opéra, c'est une provocation en soi. Il n'y a pas besoin de dire c'est mal. Notre technique a été celle-là : une extrême modestie qui nous était un peu naturelle, et qui était aussi délibérée parce qu'on ne voulait pas se faire censurer et abattre. Nous n'avons pas été au-delà de cette provocation. C'est un peu le mythe de Sisyphe, on roulait ces pierres qui retombaient toujours peu à peu avec un changement de directeur ou un changement de ministre. Mais c'est vrai que nous avons cette modestie, à la fois naturelle et délibérée, mais en tout cas très tenace, très résistante au sens où je vous ai décrit la participation à la Résistance, très indépendante. Nous avons toujours été respectés comme un lieu d'indépendance de conception. Les tentatives pour nous plier ont été très rares et en fait assez peu insistantes. Le grand combat, c'est que Lang accepte l'enquête sur les pratiques culturelles parce qu'il la vivait comme une condamnation de ses dix ans d'effort. Il a pris un air accablé, désolé. Cela n'a pas été immédiat, mais c'est vrai que Toubon dans son programme a dit : «Un de vos services a dit que vous n'aviez pas réussi la démocratisation»³. C'est une interprétation extrêmement facile qu'on pouvait faire de notre étude. Il a été très meurtri et professionnellement furieux. Il a fait un petit essai pour me virer, et puis il a essayé de faire des contre-feux. Il nous a fait faire des études pour montrer que les choses avaient changé. On a fait des études à partir de l'offre, c'est à dire à partir de médiathèques, de théâtres, qui avaient innové, conquis des publics, mais qui représentaient chaque fois 600 personnes à Cherbourg, 100 à Villeurbanne, ce qui en termes de sociologie ne change rien à la pauvreté de la fréquentation de ces équipements sur le plan national.

Le cas de L'Amour de l'art, que vous dites avoir caché un certain temps aux responsables est-il illustratif d'une certaine auto-censure ?

Pour *L'amour de l'art*, ça s'est passé en sens inverse. J'avais demandé à Bourdieu en lui donnant de l'argent de trouver les brèches par lesquelles on pourrait discerner que ce ne sont pas seulement les cultivés qui vont à la culture. Des gens qui aiment les œuvres d'art, sans forcément en connaître le code. C'est un exemple de mauvaises

². Le Service des Etudes a publié les résultats de trois grandes enquêtes statistiques sur «Les pratiques culturelles des français» menées en 1973, 1981 et 1988-89. On trouvera une synthèse de ces travaux dans *Les pratiques culturelles des français, 1973-1989*, Département des Etudes et de la Prospective-Ministère de la Culture et de la Communication, Paris, Editions La Découverte/La Documentation Française, 1990.

³. «La politique culturelle socialiste [...] a accru les inégalités sociales, ainsi que le révèlent les études mêmes du Ministère de la Culture, en favorisant les plus privilégiés». «Programme culturel du R.P.R.», reproduit in *Culture d'en France*, actes des premières rencontres, 29-30 janvier 1993, Paris, Albin Michel, 1993, p 245.

relations entre un service demandeur et les chercheurs. Ce qui est arrivé très souvent avant que ne se développe une culture de la demande chez les chercheurs, c'est que les bons universitaires qui n'avaient pas l'habitude des contrats commerciaux croyaient qu'on leur donnait une subvention alors qu'on avait un cahier des charges très précis. C'était à la limite d'un contrat léonin à l'envers : on donnait de l'argent à des gens qui vous remettaient ensuite un truc soit inabouti, soit inadapté à ce qu'on cherchait. Après on a développé avec certains centres de recherche comme celui de Raymonde Moulin et celui de Crozier, une problématique commune. Cette problématique de développement, au fond ils la faisaient leur. Ce qui faisait que les objets de recherche qu'ils avaient à reconstruire à partir de nos demandes globales l'étaient dans un sens qui pouvait nous aller. En même temps, ils pouvaient nous dire : «Écoutez ça non, ça nous écarte de nous-mêmes». Il y avait une déontologie des rapports chercheur-demandeur qui était devenue bonne. Alors que ce n'était pas comme ça au départ. Bourdieu avait peut-être mauvaise conscience puisqu'il n'a pas nommé le service dans *L'amour de l'art*, alors qu'on lui avait donné de quoi faire l'enquête. Ça m'avait choqué, ça m'apparaît aujourd'hui assez normal. Les gens ont une optique et ils la gardent, ils sont fascinés par leur propre optique. Il y a aussi une sorte de fatalité des centres de recherche : professionnalisation, spécialisation, peut-être routinisation. Comme chercheurs, j'ai vu des militants d'abord, puis des généralistes, puis des spécialistes, puis des méthodologues, puis des épistémologues [rires]. On les quittait sociologues et dans les contrats suivants, on recevait un produit qui était de l'épistémologie dont on n'avait plus rien à foutre.

Avez-vous des exemples de recherches qui aient infléchi les politiques ?

On a sensibilisé une masse de gens, pas forcément les directeurs et les ministres, mais les maires, les intellectuels, les journalistes, au fait qu'il y a une très grande inégalité d'accès et que ça ne change pas. Ça a été une sensibilisation, mais ça n'a jamais amené les gens à réunir des groupes stratégiques en disant : « Et bien voilà, on utilise les enquêtes, qu'est-ce qu'on va faire pour lutter contre ». Ça ne se passe pas véritablement comme ça. Les travaux qui ont été les plus subtils, c'est la sociologie des pratiques culturelles, dont on a vendu 10 000 exemplaire. Ça veut dire que certainement 50 000 personnes l'ont lue, ce qui fait beaucoup, vu la population qui lit ces choses-là. On ne peut pas dire que ça ait radicalement changé l'action mais ça a créé un mouvement. C'est dur d'identifier les résultats des sciences sociales en terme de recommandation. Il y a des apports des sciences sociales en terme de changement du milieu intellectuel, de changement des idées des milieux académique ou professoral, plus que des gens amenés à prendre des décisions. Mais ceci étant, 6, 7 ans après la sortie d'une enquête, parce que ça passe dans l'air du temps, que ça devient la mode, ça arrive à eux. C'est ça que j'appelle le passage osmotique des résultats de la recherche. J'attends qu'on me propose un autre modèle de diffusion du rapport chercheur-décideur.

Le Service a obtenu une importante reconnaissance internationale. Vous-même participez aux réunions de l'U.N.E.S.C.O., du Conseil de l'Europe. Cet investissement sur le plan international vous paraissait-il nécessaire ? Était-ce important pour la reconnaissance du service au plan national ?

Le service, par un corpus d'informations statistiques, financières, économiques, de concepts, d'indicateurs de gestion, d'identification de politique a obtenu une forte reconnaissance internationale. C'était très opportun, comme nous n'avions pas de reconnaissance en France, ça nous donnait du courage et parfois des moyens financiers. L'intérêt d'un tel investissement, c'était que ça nous laissait en contact avec d'autres modes d'observation, d'autres politiques culturelles et des innovations qui selon les pays étaient en avance sur nous de dix ou quinze ans. C'était le cas des Etats-Unis pour la vidéo, de la Suède pour la décentralisation, la popularisation, le travail avec les syndicats et les entreprises. Ça correspondait à ce titre de «prospective» qu'on avait dans notre étiquette.

L'ELABORATION D'UNE POLITIQUE DE RECHERCHE

Qu'est-ce qui détermine le choix des objets ? Comment une politique de recherche s'élabore-t-elle ?

Comme dans les firmes, il y a trois sources. Il y a ce que j'appellerais les services de production, c'est-à-dire tout ce qui touche à la marche des institutions. Ça nous est demandé en général par les directions. Est-ce que le musée est conçu pour que le public s'y plaise ? Est-ce que l'opéra est accessible ? Pourquoi le cinéma perd-il des spectateurs ? L'autre source, c'est ce que j'appellerais les services commerciaux, c'est-à-dire tout l'aspect demande. La troisième source dans les études, c'est nous-mêmes, c'est le département qui doit reformuler une demande d'étude en termes de recherche. Par exemple, on nous pose une question sur le nombre d'ateliers d'artistes qu'il faudrait faire : le problème c'est de savoir combien il y a d'artistes, et donc qui est artiste. C'est comme ça que se sont développés les travaux de Raymonde Moulin sur la définition sociale des professions artistiques.

Les recherches de type «socio-culturel» menées au début du service, qui portaient de notions englobantes telles que celle de loisir, sont peu à peu tombées en désuétude. Pourquoi ?

Une des raisons, c'est que nous nous sommes professionnalisés. Au départ nous étions plutôt des militants, assez liés à l'éducation populaire, imbus de cette notion d'animation. C'était une notion floue, encore que moins que ne l'ont dit certaines critiques... On s'est mis à parler plutôt de médiation que d'animation et on a travaillé cette question avec des outils empruntés au marketing. On a peut-être utilisé plus l'appareil conceptuel du marketing pour la partie qui consiste à découvrir les goûts. On est devenu peut-être plus exigeants sur la pureté des méthodes et moins attentifs aux objectifs visés, qui étaient quand même de faire des brèches dans les carcans posés par Bourdieu et par les déterminants sociaux eux-mêmes. Je crois que c'est vrai que les types du service sont devenus des bons professionnels, bien meilleurs qu'au départ, il y a quinze ans, vingt ans. Quand on voit les équipes qui étaient autour de Dumazedier, c'étaient des équipes très féminines, des militantes, des super-documentalistes et des assistantes de recherche, mais pas des grands caciques de la conceptualisation qui forgent des méthodes. De sorte que nous avons été, à mon grand regret, obligés de mettre plus d'espace entre nous et les équipes de

Dumazedier. On avait le sentiment que ce n'était plus fiable. Notamment à partir du moment où il s'agissait de faire autre chose que tenir un discours dans une assemblée de formateurs, par exemple, ou une assemblée de militants, et où, au contraire, on a souhaité publier nos ouvrages et les mettre dans le champ universitaire et de la recherche. Tout cela nous a obligé à durcir un tout petit peu les outils, notamment les outils sociologiques ; on a fait une sociologie de plus en plus dure, des statistiques de plus en plus rigoureuses et exigeantes sur ce que veulent dire les mots.

De même, les études sur les médias, très développées au début des années soixante-dix, ont progressivement été abandonnées. Pourquoi ?

Oui, c'est tout à fait exact. Cela tient à des raisons très pratiques. Nous étions parfaitement conscients que l'arrivée de la télévision et de la culture d'appartement allaient bouleverser le paysage sur lequel portait la politique culturelle, qui était, en fait, formé par les grandes institutions de la culture légitime. On s'est rendu compte que tout cela allait se modifier et que ça pouvait être pour le meilleur comme, tout naturellement, pour le pire, mais que la fatalité n'était pas totale. Bref, on était conscient de ce problème. Alors, au début, on a bataillé pour être sur les deux champs, communication et culture. Mais la télévision, c'était le domaine réservé du président. Quand j'ai proposé au directeur de cabinet de 1980 - c'était le ministre Lecat- de faire une alliance entre l'I.N.A., le service d'observation de l'audience à la télévision et nous pour créer une espèce d'observatoire de la culture et de la communication, il m'a évacué. Bref, c'était «ne touchez pas au domaine réservé des présidents». Donc, on a dû se concentrer sur un métier où on était plus avancés, qui concernait les pratiques légitimées, les pratiques institutionnelles. Parce que pour nous, le champ de la culture est défini par le budget du ministère de la Culture. C'est une définition tout à fait conjoncturelle. Il est très difficile de constituer un champ à partir d'une réflexion théorique sur le concept de culture. On n'a même réussi à le faire nulle part. Le champ culturel, pour nous, est défini par le champ institutionnel. C'est vrai, donc, qu'on a arrêté la communication. Mais c'est presque impossible à vivre de ne pas travailler en même temps sur ces deux champs, parce que la vie des gens n'est absolument pas coupée comme cela. Les gens se servent sur le marché de l'audiovisuel et aussi sur le marché des musées et pourquoi pas, aussi, du théâtre, de la danse, et aussi dans les monuments ou dans les pratiques amateur. Il n'y a pas cette délimitation du champ, elle ne correspond à rien de vécu.

EFFETS ET LIMITES DES ETUDES

Vous dites que les études ont contribué à «remettre en cause l'idéologie des années 60». D'une manière générale, quels ont été selon vous les effets du développement des études dans le secteur de l'action culturelle ? Est-ce que ça a pu contribuer à plus de professionnalisme ?

C'est sûr, quand nous avons montré que les offreurs travaillaient pour eux-mêmes. Ils disaient «le soir de la première, on a fait notre boulot parce qu'on a fait notre création». On a un peu déboulonné ça. Ça s'est transformé en un espèce de «tout gestion» qui n'est pas plus mauvais, mais parfois illusoire dans la mesure où on

finirait par croire que tout est gestion et que le problème du talent est second. C'est le talent plus la gestion qui font le bon mix'. Les études ont contribué à dire que l'idéologie des années soixante n'était pas bonne, car elle consistait à modifier l'offre sans modifier les comportements.

Mais ce qui a été omis par la sociologie, c'est les manières de pratiquer. Nous savons qu'il y a 30% des gens qui vont dans un musée, mais nous ne savons absolument pas quels sont les différentes manières de pratiquer la rencontre avec une œuvre dans un musée. Et tant qu'on ne sait pas ça, on n'a pas les moyens d'intervenir. Ce que je condamne, c'est qu'on croit qu'on a tout dit quand on dit que les musées sont fréquentés à tant pour cent par les cadres sup', etc. On le sait. Moi, je dit souvent au directeur : «Pour ce nouveau musée, je vais déposer les chiffres de fréquentation par catégories socio-professionnelles chez un huissier et je parie que quand on fera l'enquête dans dix ans, on retrouvera exactement mes chiffres !» Les sciences sociales ont eu un côté terroriste dans les différentes formes d'enquêtes. Je ne suis pas assez savant pour préciser mon sentiment, mais je pense que les formes mixtes d'enquête sont préférables aux formes unidimensionnelles. Est unidimensionnelle, par exemple, notre étude sur les pratiques culturelles. L'essentiel de l'hypothèse, c'est que les gens se différencient par leur appartenance sociale. Ma grand-mère disait exactement la même chose il y a quarante ans ! Elle disait ça elle le savait très bien [rire]. Je dois dire que n'étant pas sociologue de formation, j'étais impressionné par l'élite sociologique française. Pour m'en écarter, je me suis confié très tôt à des gens qui faisaient du non-directif, j'avais l'impression qu'ils faisaient des recherches plus fructueuses en termes d'évidences à mettre sur la table des décideurs. Il y a eu par exemple, concurrents de la sociologie scientifique, cinq ou six grands bureaux d'études qui travaillaient sur les styles, comme Agoramétrie, la Cofremca, Havas avec Cathelat... C'était à la frontière de la sociologie. On les opposait souvent dans les réunions à un type comme Mendras qui se présentait comme seul représentant de la vraie scientificité, de façon un peu arrogante. Quand je me suis adressé à ces gens-là, j'ai été très mal jugé par la communauté scientifique et par des collaborateurs qui trouvaient que c'était du vent.

Vous présidez désormais la commission d'histoire du ministère de la culture. Pourquoi a-t-on a besoin de faire l'histoire des politiques culturelles ? Quel est l'intérêt que cela peut représenter selon vous ?

Ce qui nous est apparu de plus en plus, c'est que les termes de la décision se repèrent beaucoup mieux à travers l'histoire qu'à travers la saisie sociologique instantanée. Si on arrive à remonter à ces choses là par la sociologie rétrospective, je crois qu'on arrivera à identifier des politiques ou des grandes alternatives de gestion, et on comprendra aussi l'absence de démocratie dans la décision, la faiblesse du débat budgétaire et donc la faiblesse de la représentation politique normale dans le débat culturel.

Entretiens préparés par Vincent Dubois et Didier Georgakakis

Bibliographie indicative

Analyse et prévision, 1973, «Prospective du développement culturel», numéro hors-série, *Futuribles*, octobre.

Dumazedier (J.), 1962, *Vers une civilisation du loisir*, Paris, Seuil.

Dumazedier (J.) et Ripert (A.), 1966, *Le loisir et la ville*, tome 1 : *Loisir et culture*, Paris, Seuil.

Dumazedier (J.), 1974, *Sociologie empirique du loisir*, Paris, Seuil.

Dumazedier (J.) et Samuel (N.), 1976, *Le loisir et la ville*, tome 2 : *Société éducative et pouvoir culturel*, Paris, Seuil.

Dumazedier (J.), 1988, *Révolution culturelle du temps libre, 1968-1988*, Paris, Méridiens Klincksieck.

Dumazedier (J.), 1988, «Planification et développement culturel : réflexions d'un sociologue sur l'expérience française de André Malraux à Jack Lang (1959-1985)» in A. Girard (dir.), *Economie et culture*, vol. II, *Culture en devenir et volonté publique*, 4e conférence internationale sur l'Economie de la Culture, Avignon, mai 1986, Paris, La Documentation Française.

Expansion de la recherche scientifique, 1964, «Des chiffres pour la culture», n° 21, décembre.

Expansion de la recherche scientifique, 1965, «Le colloque de Bourges», n° 22, avril-mai.

Futuribles, 1978, «Prospective du développement culturel», n° 17, septembre-octobre.

Girard (A.), 1983, «Genèse d'une statistique culturelle», in *Histoire de la statistique*, Paris, I.N.S.E.E.

Girard (A.) et Gentil (G.), 1982, *Développement culturel, expériences et politiques*, Paris, Dalloz Unesco (2ème édition).

Ministère de la Culture, 1984, «Etudes réalisées de 1964 à 1983».

Ministère de la Culture, 1993, «Les études réalisées par le Département des études et de la prospective, 1983-1992».

Ministère de la Culture, 1993, «Département des études et de la prospective, rapport d'activité 1989-1992».

Trente ans d'études au service de la vie culturelle, Table ronde organisée à l'occasion du départ à la retraite d'Augustin Girard, Paris, 8 mars 1993.